

QUÉBEC VERSUS LE MONDE : SITUATION COMPÉTITIVE DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE QUÉBÉCOISE

Normand ST-PIERRE, Ph.D., P.A.S., professeur
Department of Animal Sciences
The Ohio State University
Columbus, Ohio



INTRODUCTION

Depuis plus d'une trentaine d'années, les producteurs laitiers canadiens ont profité d'un système de gestion de l'offre. Grâce à ce système, les producteurs ont pu éviter de fortes fluctuations du prix payé pour leur lait. Toutefois, le système a également protégé les producteurs des signaux (brutaux) du marché qu'on pourrait estimer inhérents à la production d'une denrée comme le lait.

L'économie canadienne compte sur un volume élevé d'exportations dans des secteurs comme les mines, le bois, le papier et l'hydroélectricité afin de pouvoir soutenir le niveau de vie relativement élevé dont jouit la population. Le dernier accord du GATT permet de constater que plusieurs des pays qui figurent parmi les plus importants partenaires commerciaux du Canada s'attendent à l'adoption de politiques qui vont mener à une plus grande ouverture du marché canadien à plus long terme et à une réduction des barrières tarifaires et des entraves au commerce. Les politiques qui isolent le marché intérieur de la concurrence internationale vont être de plus en plus contestées. Pour établir un ordre de grandeur, l'ensemble du secteur laitier canadien équivaut à environ 10 % de l'industrie laitière américaine. Du point de vue des Américains, s'emparer de 25 % de l'industrie laitière canadienne totale par le biais d'exportations n'équivaudrait guère plus qu'à l'augmentation moyenne de la production laitière américaine sur une période de 20 mois. Voilà qui ne vaudrait évidemment pas la peine d'épiloguer si la production canadienne demeurait confinée à l'intérieur de ses frontières (c.-à-d. sans aucune exportation). Mais ce n'est pas le cas, et c'est ce qui explique la position adoptée par les États-Unis au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La position d'autres pays dans ce débat, comme la Nouvelle-Zélande, est beaucoup plus facile à comprendre. La majeure partie de la production laitière néo-zélandaise et australienne est exportée, et ce, en dépit du fait qu'il y a très peu ou pas d'aide ou de subventions gouvernementales directes ou indirectes. Par conséquent, l'Océanie doit concurrencer, sur le marché mondial, des pays qui subventionnent directement ou indirectement la production laitière et/ou qui protègent leurs marchés intérieurs par l'imposition de barrières tarifaires et d'entraves au commerce. Il devient donc de plus en plus évident que l'industrie laitière canadienne doit s'attendre à ce que son système de gestion de l'offre fasse l'objet de pressions à la hausse durant la prochaine ronde de négociations multilatérales, qui a commencé en mars 2000. En raison des signes toujours plus évidents que le secteur laitier devra s'adapter à un environnement économique plus ouvert, il faudra agir afin que l'industrie laitière québécoise et canadienne puisse assurer sa viabilité à plus long terme.

Réussir à comparer la productivité de secteurs économiques d'un pays à l'autre pose de graves difficultés. Citons notamment :

1. les fluctuations du cours des changes : ce facteur est très bien illustré par la chute continue du dollar canadien qui a reculé de 30 à 40 % au cours des trois dernières décennies;
2. les vastes écarts culturels et politiques entre les différents pays;
3. les écarts dans les mécanismes d'ajustement des prix, de même que les indices des prix des aliments et des produits non alimentaires.

Le présent exposé a trois objectifs :

- étudier et illustrer les divergences caractérisant l'évolution de l'industrie laitière du Canada par rapport à celle des États-Unis;
- examiner les économies d'échelle considérables réalisées à l'heure actuelle dans la production du lait et des produits laitiers;
- faire ressortir la vulnérabilité des marchés laitiers québécois tout en isolant les occasions futures à saisir.

PRODUCTION INTERNATIONALE ET ÉVOLUTION DU SECTEUR LAITIER AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS

Le tableau 1 illustre la production laitière totale, le nombre de têtes et la production par tête des principaux pays producteurs. Dans un marché mondial de près de 850 milliards de livres, la production laitière canadienne totale représente moins de 2 %. Naturellement, la part du Québec par rapport au marché mondial est encore plus petite.

La figure 1 illustre le changement relatif dans la production laitière totale aux États-Unis et au Canada de 1976 à 1999. Durant cette période, la production laitière américaine a augmenté de 35 %. Ce résultat s'explique à la fois par la hausse de la population (22 %) et de la consommation par habitant (11 %). Inversement, au Canada, la production n'a augmenté que de 9 % durant le même laps de temps et la plus grande part de l'augmentation est survenue de 1976 à 1982. Depuis 1982, la baisse de consommation par habitant dépasse le taux de croissance de la population.

Tableau 1. Statistiques internationales : production laitière, nombre de vaches et production laitière annuelle par tête, 1996

Pays	Production laitière (en millions de lb)	Nombre de vaches (en milliers de têtes)	Production par tête (en livres)
<i>Amérique du Nord</i>			
Canada	17 637	1 279	13 790
Mexique	25 243	6 440	3 920
États-Unis	154 542	9 360	16 511
<i>Amérique du Sud</i>			
Argentine	19 621	2 300	8 531
Brésil	43 750	17 200	2 544
Chili	4 475	778	5 752
Pérou	1 590	600	2 649
Venezuela	2 866	1 100	2 605
<i>Union européenne</i>			
Autriche	6 731	710	9 480
Belgique-Luxembourg	7 848	680	11 542
Danemark	10 251	712	14 398
Finlande	5 392	399	13 515
France	56 041	4 672	11 995
Allemagne	63 713	5 229	12 185
Grèce	1 510	205	7 367
Irlande	12 544	1 267	9 901
Italie	22 707	2 100	10 813
Pays-Bas	24 647	1 700	14 498
Portugal	3 814	366	10 421
Espagne	13 007	1 213	10 723
Suède	7 143	470	15 198
Royaume-Uni	32 187	2 202	14 617
<i>Océanie</i>			
Australie	19 747	1 822	10 838
Nouvelle-Zélande	22 939	3 153	7 257
<i>Autres</i>			
Suisse	8 560	755	11 338
Pologne	25 463	3 555	7 163
Roumanie	13 195	1 800	7 330
Russie	77 602	17 400	4 460
Ukraine	36 817	7 529	4 890
Inde	73 854	33 500	2 205
Chine	13 669	2 400	5 695
Japon	19 070	1 035	18 425
Total	848 176	133 931	6 333

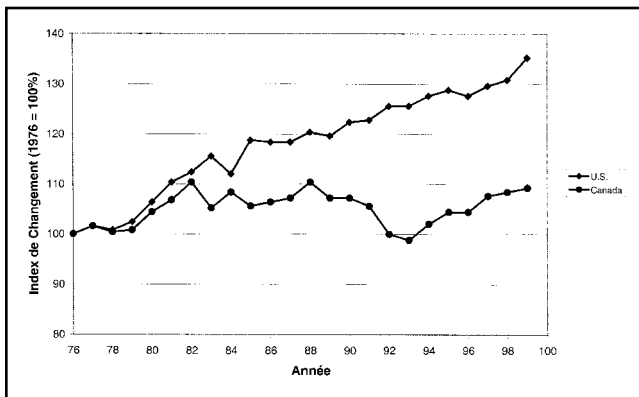
Source : USDA/FAS, *Dairy World Markets and Trade*

Les données suivantes mettent en relief la grande différence d'envergure observée entre l'industrie laitière canadienne et l'industrie laitière américaine.

- En 2000, l'État de la Californie a produit à lui seul plus de 32 milliards de livres de lait, soit 1,9 fois la production laitière du Canada tout entier.
- En 2000, la production totale des quatre plus grands États producteurs de lait (Californie, Wisconsin, New York et Pennsylvanie) s'élevait à environ 80 milliards de livres de lait, ou 4,7 fois la production totale du Canada et 12,5 fois celle du Québec.

- En 2000, plus de 75 % du lait produit aux États-Unis provenait de fermes comptant plus de 100 têtes. En 1978, ce chiffre ne s'élevait qu'à seulement 30 %. De plus, près de 50 % du lait produit aux États-Unis vient maintenant de fermes comptant plus de 200 vaches.
- En 1980, aux États-Unis, le prix moyen du lait était de 12,75 \$US le quintal (28,05 \$US l'hectolitre). En 1995, le prix moyen était de 12,67 \$ le quintal (28,87 \$US l'hectolitre). En août 2000, le même lait commandait un prix de 11,00 \$ le quintal (22 \$US l'hectolitre). Le prix du lait dans les états américains

Figure 1. Changement relatif de la production totale de lait au Canada et aux États-Unis, 1976-1999



montrant la plus forte augmentation de la production laitière (Californie, Idaho et Nouveau-Mexique) est inférieur au prix moyen observé dans l'ensemble des États-Unis. Pas plus tard qu'à l'hiver 2000-2001, le lait de classe III (lait utilisé dans la production de fromage) rapportait moins de 9,00 \$ le quintal (19,80 \$US l'hectolitre) aux producteurs laitiers de l'Idaho et du Nouveau-Mexique. Il est essentiel de bien comprendre la production laitière dans l'Ouest américain afin de pouvoir assurer la durabilité de l'industrie laitière canadienne.

DIFFÉRENCES CULTURELLES ET CONSOMMATION DE PRODUITS LAITIERS

Tout au long du XX^e siècle, la consommation par habitant de produits laitiers au Canada a dépassé celle des États-Unis. Dans les deux pays, la consommation par habitant a baissé graduellement, tendance qui a débuté après la Deuxième Guerre mondiale jusque vers le milieu des années 1970. La consommation par habitant a lors augmenté aux États-Unis, mais a continué à descendre au Canada.

La figure 2 illustre la consommation de beurre dans les deux pays. Si la tendance se maintient, la consommation de beurre par habitant aux États-Unis va dépasser la consommation canadienne durant la prochaine décennie. Deux facteurs permettent d'expliquer ce phénomène. Tout d'abord, les prix au détail du beurre sont relativement près de ceux des principaux substituts (margarine). Ensuite, les prétentions de meilleure santé rattachées à l'usage de substituts végétaux (margarine) ont été réfutées en grande partie et l'association apparente entre l'apport en acides gras trans provenant de la margarine et l'incidence de certains cancers a considérablement miné l'attrait de la margarine. C'est un peu comme si le consommateur américain avait réalisé que

Figure 2. Consommation moyenne de beurre au Canada et aux États-Unis, 1980-1996

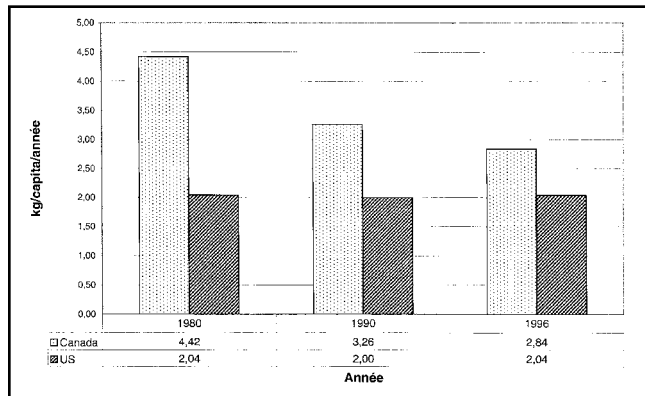
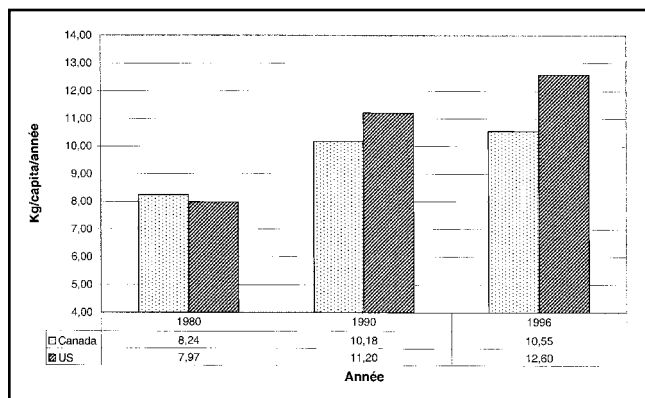


Figure 3. Consommation moyenne de fromage au Canada et aux États-Unis, 1980-1996

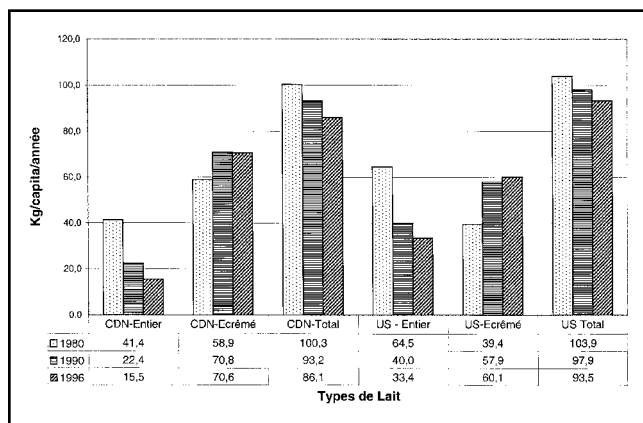


la mort était inévitable et qu'il était aussi bien qu'elle survienne en consommant quelque chose qui a bon goût.

La consommation de fromage est illustrée à la figure 3. En 1980, la consommation par habitant au Canada dépassait la consommation observée aux États-Unis. Durant la période allant de 1980 à 1996, aux États-Unis, la consommation de fromage par habitant a augmenté à un rythme de 300 g par habitant par année, augmentation qui s'explique en grande partie par la hausse vertigineuse de la consommation de mozzarella qui est passée de 1,4 kg/habitant/année en 1980 à 3,9 kg/habitant/année en 1996. Au Canada, la consommation de fromage par habitant a augmenté deux fois moins rapidement qu'aux États-Unis.

La figure 4 illustre les ventes de lait de consommation. Dans les deux pays, la consommation est en baisse depuis les deux dernières décennies. La baisse est légèrement plus prononcée au Canada (-14,2 %) qu'aux États-Unis (-10,0 %).

Figure 4. Consommation moyenne de lait au Canada et aux États-Unis, 1980-1996



EFFICACITÉ DE PRODUCTION : ÉCONOMIES D'ÉCHELLE

Aux États-Unis, la majeure partie de l'augmentation de la production laitière vient des États de l'Ouest, bien que le prix du lait soit inférieur de 5 à 15 % à la moyenne nationale. Les troupeaux laitiers de l'Ouest sont considérablement plus gros que ceux du Midwest et de l'Est du pays. La tentation est forte d'en conclure que l'avantage dont disposent les producteurs de l'Ouest se limite à la taille du cheptel. Toutefois, l'Ouest jouit d'un climat sec et de fourrages d'une qualité prodigieuse. La comparaison des coûts d'une région à l'autre des États-Unis ne permet pas de départager facilement les économies d'échelle des différences inhérentes aux régions elles-mêmes. Par ailleurs, il y a des différences fondamentales entre les systèmes comptables le plus souvent utilisés dans l'Ouest (comptabilité de caisse) comparativement à ce qui se fait dans l'Est (comptabilité d'exercice). Nous avons donc cherché à éviter les périls associés à la définition des coûts (coûts en espèces, coûts non déboursés, coûts d'opportunité) et avons plutôt fait appel à une approche économique contrastant l'utilisation de trois facteurs de base de production. D'une manière classique, nous avançons que la rentabilité à long terme dépend de la productivité générée par les trois facteurs de base de production : les terres, la main-d'œuvre et le capital. L'utilisation de la technologie n'est pas considérée directement mais est prise en compte indirectement par ses effets sur l'utilisation des trois facteurs de base. De fait, nous estimons que ce sont des progrès réalisés dans la technologie de l'information qui ont mené à une gestion efficace des grands troupeaux laitiers aux États-Unis. En raison des progrès considérables observés dans ces technologies de gestion, la taille du cheptel est maintenant associée à des économies d'échelle colossales en production laitière. Ne pas réaliser cet effet d'échelle formidable pourrait être funeste à plus long terme pour l'industrie laitière au Québec et au Canada.

Le triangle de l'efficacité ...

Pour étudier en quoi la productivité des terres, de la main-d'œuvre et du capital est touchée par la taille du troupeau, nous avons analysé les données de 1996 de New York tirées d'un sommaire d'exploitation agricole de l'université Cornell (*Cornell's Farm Business Summary*). Ces données ont plusieurs caractéristiques particulières : (1) les données sont compilées depuis de nombreuses années, selon des méthodes uniformes; (2) tous les troupeaux sont exploités dans un même géographie similaire, c'est-à-dire dans des conditions similaires au point de vue météo, conditions économiques locales et infrastructure agricole; et (3) les troupeaux de tailles différentes sont représentés en nombres suffisants pour permettre des comparaisons valides.

L'étude portait sur plus de 300 fermes laitières regroupées en huit catégories, en fonction de leur taille. Pour plus de simplicité, cet exposé ne traite que des résultats de trois groupes : troupeaux de petite taille (de 40 à 54 vaches), de taille moyenne (de 100 à 149 vaches) et de grande taille (300 vaches et plus).

Différences de l'efficacité des terres

Les petites fermes utilisent une surface considérablement plus grande par vache que les grandes fermes (tableau 2), principalement en raison de la plus grande superficie de cultures fourragères par vache, des rendements moins élevés des cultures fourragères et des rations comportant une plus grande portion de cultures fourragères. L'efficacité des terres (lait à l'acre) était considérablement plus élevée sur les grandes fermes que sur les petites et que sur les fermes de taille moyenne. À une valeur de 2 000 \$ l'acre et à un taux d'intérêt de 10 % sur le capital, cette différence représente 2,65 \$ le quintal de lait.

Tableau 2. Effet de la taille du cheptel sur la rentabilité des terres, de la main-d'œuvre et du capital;
New York, 1996

	Petit cheptel 0-54 vaches	Cheptel moyen 100-149 vaches	Grand cheptel 300 vaches et plus
<i>Généralités</i>			
Nombre de fermes	43	60	35
Production laitière (lb/vache/année)	16 116	18 397	21 774
Aliments achetés (\$/vache/année)	754	841	994
(\$/q)	4,69	4,58	4,57
<i>Rentabilité des terres</i>			
Terres cultivables (acres/vache)	3,57	3,00	1,94
Surface en foin (acres/vache)	2,36	1,50	0,75
Mais d'ensilage (acres/vache)	0,60	0,66	0,77
<i>Rendement des cultures</i>			
Foin (tonnes de mat. sèche/acre)	2,0	2,8	3,2
Mais d'ensilage (tonnes/acre)	13,8	14,6	17,1
% de fourrage en maïs d'ensilage	37,8	44,7	65,8
Fourrage (tonnes de mat. sèche/vache/année)	7,7	7,6	6,8
Engrais et chaux (\$/acre/année)	17,29	25,41	29,89
Lait à l'acre cultivé (lb/acre)	4 514	6 132	11 224
<i>Rentabilité de la main-d'œuvre</i>			
PPT (personnel à plein temps)	1,90	3,65	13,14
Vaches/PPT	25	33	46
Lait vendu/PPT (lb/unité)	398 077	613 981	1 000 157
Main-d'œuvre (heures/q)	0,63	0,41	0,25
Efficacité (coût moyen en main-d'œuvre/q)	6,30 \$	4,10 \$	2,50 \$
<i>Rentabilité du capital</i>			
Investissement en machinerie (\$/acre)	446	446	453
(\$/vache)	1 591	1 337	879
(\$/q)	9,87	7,27	4,04
Actifs agricoles totaux (\$/vache)	7 569	6 811	5 591
(\$/q)	46,96	37,02	25,68
Capital immobilier (\$/vache)	3 823	3 001	2 316
(\$/q)	23,72	16,31	10,63

q = quintal ou 100 livres

Efficacité comparée de la main-d'œuvre

Les fermes de grande taille traitent beaucoup plus de vaches par employé ETP (équivalent temps plein). Un ETP équivaut à 2 500 heures de travail par année.

En standardisant le coût unitaire de la main-d'œuvre à 10 \$ de l'heure, le coût estimé est inférieur de 3,80 \$ le quintal sur les fermes de grande taille comparativement aux petites fermes. Il est important de comprendre que cette différence n'est pas due à l'embauche de main-d'œuvre à meilleur marché sur les grandes fermes, étant donné que l'efficacité est mesurée à partir d'un taux fixe de 10 \$ l'heure. Ces chiffres ne signifient pas non plus que les fermiers qui exploitent de petites fermes sont paresseux. La seule conclusion formulée est que l'organisation et la spécialisation de la main-d'œuvre sur les grandes fermes permettent une augmentation de l'efficacité de l'ordre de 250 %.

Un regard sur l'investissement

En examinant le bilan, selon la taille de la ferme, les actifs totaux s'élevaient à une moyenne de 7 569 \$, 6 811 \$ et 5 591 \$ par vache (petite ferme, ferme moyenne et grande ferme, respectivement), soit 46,96 \$, 37,02 \$ et 25,68 \$ d'actifs par 100 livres de lait vendu. Si les actifs produisaient un taux d'intérêt annuel de 10 % (sans égard à ce qu'il s'agisse de capital emprunté ou d'avoir net), les coûts en capital par 100 livres de lait étaient de 4,70 \$, 3,70 \$ et 2,57 \$ (petite ferme, ferme moyenne et grande ferme, respectivement). Cela représente un avantage de 2,13 \$ le quintal en productivité du capital pour les fermes de grande taille. Autrement dit, ceux qui exploitent de grandes fermes tirent de leur capital une productivité de 180 % supérieure par rapport aux exploitants de petites fermes.

Coûts totaux de production

Les coûts totaux de production, y compris les coûts de remplacement, la main-d'œuvre non rémunérée et un retour net de 6 % sur les capitaux propres, s'élevaient en moyenne à 17,39 \$ pour les petits troupeaux, à 15,64 \$ pour les troupeaux de taille moyenne et à 13,76 \$ pour les grands troupeaux, un effet d'échelle de 3,63 \$ par 100 livres de lait. Afin de mettre ce chiffre en perspective, aux États-Unis, le retour net moyen par 100 livres de lait se situait entre 1,50 \$ et 3,00 \$ par 100 livres de lait (entre 3,30 \$ et 6,60 \$US l'hectolitre). Par conséquent, le seul effet d'échelle dépasse le retour net moyen des troupeaux aux États-Unis.

LE QUÉBEC ET L'ONTARIO VERSUS NEW YORK

On peut répéter la même structure analytique afin de comparer la productivité de base des fermes du Québec, de l'Ontario et de New York. Les données sur le Québec viennent de la Commission canadienne du lait, compilation du GREPA, 1997. Les données sur l'Ontario sont tirées du Programme d'analyse de la gestion agricole en Ontario, 1997.

La figure 5 illustre la productivité moyenne de la main-d'œuvre dans des fermes de petite et de grande tailles de New York comparée à celle de fermes d'Ontario et du Québec. Encore une fois, le grand impact de la taille du troupeau sur la productivité de la main-d'œuvre est évident. La différence entre les troupeaux de l'Ontario et du Québec découle de (1) l'adoption plus répandue en Ontario de systèmes de stabulation (stabulation libre en logettes) et de manutention des aliments (silos-couloirs) favorisant l'efficacité de la main-d'œuvre, et (2) du fait que les données portant sur le Québec sont censées être représentatives de l'ensemble des troupeaux laitiers tandis que les données portant sur l'Ontario proviennent d'exploitants participant à un programme provincial, soit un sous-groupe qui est probablement composé de fermes plus efficaces que la moyenne provinciale. Il importe donc de faire preuve de prudence face à l'interprétation des différences observées entre les deux provinces.

La figure 6 illustre la capitalisation totale (en dollars canadiens à un taux de 1,50 \$CAN pour 1 \$US) des troupeaux du Québec, de l'Ontario et des deux tailles de troupeaux de l'État de New York. La valeur des quotas de production a été incluse dans les données canadiennes. Certains affirment que les quotas ne devraient pas figurer au sein des actifs de la ferme, à tout le moins pas au même titre que les autres actifs de la ferme. Ne pas tenir compte de la valeur des quotas entraînerait une sous-estimation dramatique du capital total à investir en vertu du système canadien actuel pour produire une unité de lait. Il est reconnu qu'au cours des années 1980 et 1990, on a assisté à une hausse

considérable de la valeur marchande des quotas de lait qui a donné lieu à un taux de rendement interne dépassant les 12 % par année. D'un point de vue économique, cette hausse radicale du prix des quotas s'explique par (1) des rendements moyens plus élevés que nécessaire pour la production de lait, (2) une exubérance exagérée face au marché des quotas en fonction d'attentes plus ou moins réalistes, et (3) des interventions par les gouvernements visant à réduire le risque associé aux prêts consentis pour des achats de quotas. Les quotas sont des actifs non amortissables (comme les terres). Leur valeur s'est généralement appréciée (comme les terres) mais pourrait aussi baisser (comme les terres). Par conséquent, nous avons inclus la valeur marchande des quotas de production (comme nous l'avons fait pour celle des terres). Le contraste observé entre les régions et la taille des troupeaux est évident à la figure 6. En bref, il faut entre deux et quatre fois plus de capital pour produire une unité de lait en Ontario et au Québec qu'il n'en faut dans l'État de New York. En se servant des données de 1998 du Nouveau-Mexique, on aboutirait à un taux de 50 à 55 \$CAN d'actifs par hectolitre produit, démontrant encore une fois la productivité redoutable des troupeaux de l'Ouest.

Figure 5. Efficacité de la main-d'œuvre :
New York, Ontario et Québec, 1997

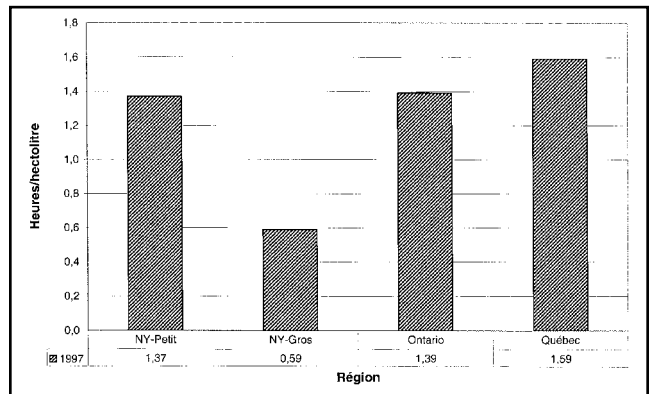


Figure 6. Efficacité de la capitalisation :
New York, Ontario et Québec, 1997

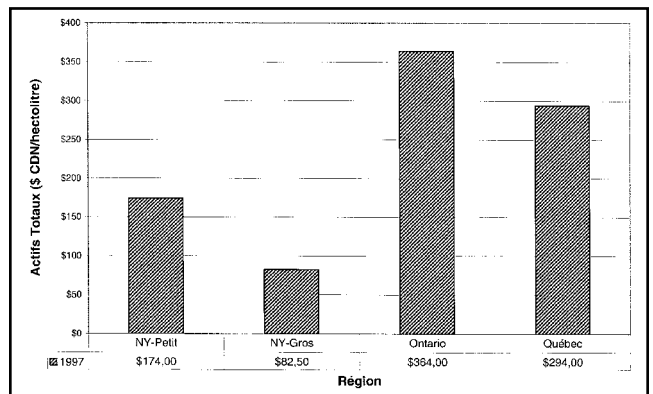
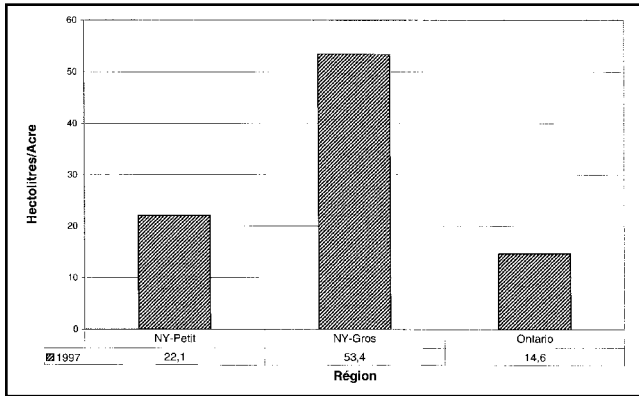


Figure 7. Efficacité de la terre : New York et Ontario



La figure 7 présente les données sur la productivité des terres. En toute logique, un système de quotas devrait fournir des incitatifs additionnels pour l'autosuffisance et la diversification de la production à la ferme. Le contraire est vrai pour les systèmes plutôt orientés vers les marchés ouverts que l'on retrouve aux États-Unis. En général, les grandes fermes de l'État de New York utilisent leurs terres pour produire la majeure partie des cultures fourragères nécessaires et achètent ensuite les céréales et les concentrés dont elles ont besoin. Dans le même ordre d'idées, plusieurs troupeaux de l'Ouest américain disposent de peu de terres et ont opté de contrôler cet actif par le biais d'ententes à long terme de production des aliments et de transport des fumiers conclues avec des producteurs agricoles spécialisés. Essentiellement, investir dans les vaches laitières génère un taux de rendement du capital investi supérieur dans les grands troupeaux américains que des investissements similaires dans les cultures et les terres.

Ces résultats soulignent la précarité de la position concurrentielle de l'industrie laitière québécoise. Si ce n'était des tarifs et des barrières au commerce qui sont en place, la plupart des troupeaux du Québec ne pourraient concurrencer leurs voisins du Sud. Cette situation s'explique en grande partie par les différences considérables de la taille des troupeaux des deux pays, mais aussi par l'investissement dans des actifs destinés à améliorer la qualité de vie dans le cadre d'un système de quotas mais n'ayant peu ou pas d'effets sur l'efficacité de la production laitière.

LA VULNÉRABILITÉ DES MARCHÉS QUÉBÉCOIS

Lait de consommation

Au Québec, chaque année, le lait de consommation se chiffre à environ 1,45 milliard de livres (6,6 millions d'hectolitres en équivalent de solides) ou moins de 1 %

de toute la production laitière américaine. Le transport du lait de consommation est, bien sûr, relativement dispendieux. Par conséquent, il est peu probable, d'un point de vue économique, que du lait produit à l'extérieur de l'État de New York, de Pennsylvanie ou du Vermont puisse se retrouver sur le marché montréalais. Même si la production laitière du Vermont dépasse de beaucoup ses besoins, la plus grande partie de la production excédentaire est destinée aux marchés lucratifs du lait de consommation des centres urbains de Boston et de l'Est du Connecticut. De plus, le Vermont n'est pas un important producteur laitier (2,5 milliards de livres, 11,4 millions d'hectolitres par année). La situation de l'État de New York et de la Pennsylvanie est cependant très différente. Ces deux États sont d'importants exportateurs de produits laitiers (surtout de fromage) vers les États voisins. En vertu du barème de prix en vigueur aux États-Unis, le lait utilisé dans la production de fromage (Classe III) est vendu à un prix uniformisé à travers le pays fixé au prix le plus bas de toutes les classes confondues. Au cours des 10 dernières années, aux États-Unis, le prix du lait de classe III s'est maintenu près de 11,50 \$US par 100 livres (25,30 \$US l'hectolitre ou 38,00 \$CAN l'hectolitre). Des quantités considérables de lait de classe III de l'État de New York se trouvent à moins de 400 km de Montréal. Ce lait pourrait facilement atteindre le marché montréalais à un prix variant entre 40 \$ et 44 \$CAN l'hectolitre, un prix qui est considérablement plus bas que les 55 \$CAN et plus l'hectolitre payés à l'heure actuelle aux producteurs laitiers locaux. Par conséquent, une part importante du marché du lait de consommation du Québec est vulnérable à plus long terme. Toutefois, ce risque semble limité par la réalité politique en vertu de laquelle aucun pays ne semble vouloir se fier à un pays voisin pour assurer son approvisionnement en lait de consommation. Il est donc probable que même si les tarifs à l'importation étaient levés, les gouvernements feraient preuve de vigilance et créeraient des entraves non tarifaires au commerce (longues inspections, masses de paperasse, normes différentes de matières sèches dégraissées, etc.) afin de protéger ce marché. Il y aurait cependant un effet négatif sur le prix payé aux producteurs locaux.

Le marché du fromage

La situation du fromage est passablement différente, étant donné que ce produit peut être transporté à meilleur coût et qu'il est beaucoup moins périssable que le lait de consommation. Du point de vue d'un producteur québécois envisageant le continent nord-américain sans barrières tarifaires, la concurrence ne viendrait pas des États qui sont à proximité de la frontière du Québec, mais plutôt de n'importe quel État qui est en mesure de livrer un kilo de fromage au meilleur prix. À l'heure actuelle, un kilo de fromage peut être transporté de la côte Ouest jusqu'à la côte Est pour 0,25 \$CAN le kilo. Au cours des dix dernières années, le prix de gros moyen du cheddar américain s'est situé aux alentours de 4,30 \$CAN le kilo. Durant la même période de

temps, le cheddar vendu sur le marché montréalais s'est vendu à un prix de gros moyen de 6,41 \$CAN le kilo. Bien qu'il existe certaines petites différences dans les normes applicables au cheddar dans les deux pays, il est clair que des sociétés comme Kraft ou même des fabricants canadiens de fromage pourraient facilement appliquer les normes canadiennes au fromage destiné à l'exportation au Canada. La même chose s'applique au fromage italien, plus particulièrement le mozzarella. Toutefois, le cheddar représente moins de 20 % du fromage consommé au Canada, tandis que plus de 55 % du marché consiste en fromages de spécialité pour lesquels les États-Unis n'ont aucune réputation. Par conséquent, les marchés canadiens bénéficieraient d'une certaine protection issue de la différenciation des produits. Le marché des fromages non différenciés demeurerait cependant très vulnérable.

Le beurre

À l'heure actuelle, un kilo de beurre peut être livré du Midwest jusqu'à la côte Est pour 0,13 \$CAN le kilo. Au cours des dix dernières années, le prix de gros moyen du beurre aux États-Unis a été de 3,47 \$CAN le kilo. Durant la même période, le prix de gros moyen du beurre sur le marché montréalais a été de 6,15 \$CAN le kilo. Le beurre est un produit essentiellement non différencié et représente un marché qui pourrait être rapidement envahi. Le beurre représente environ 28 % de l'ensemble de la production laitière canadienne et la perte de ce marché aux mains de la concurrence aurait des effets considérables sur l'industrie laitière au pays.

OCCASIONS À LONG TERME

À plus longue échéance, il y a de très bonnes chances que le système actuel de commercialisation du lait au Canada doive subir des modifications substantielles afin de satisfaire aux exigences des partenaires commerciaux du Canada. Un système de gestion de l'approvisionnement peut survivre dans la mesure où le lait entrant dans la transformation de produits laitiers est vendu au même prix, sans égard au fait que le produit soit destiné au marché intérieur ou à l'exportation. En raison de la structure actuelle de fixation des prix au Canada, cela laisse peu d'occasions aux fabricants canadiens de produits laitiers de s'attaquer au marché des marchandises. Le secteur laitier canadien suivrait alors une courbe de croissance très lente, conséquence de la baisse de consommation par habitant et du faible taux de croissance de la population canadienne. La situation devrait inquiéter les jeunes producteurs laitiers car toute industrie qui fait face à une progression très lente ou stagnante ne fait habituellement pas bonne figure à plus longue échéance. L'influence et le soutien

politique pourraient s'éroder en raison d'une réduction de la masse critique d'électeurs. Par contre, avec un peu d'ingéniosité, les producteurs canadiens pourraient faire leur marque sur des marchés d'exportation fortement élargis.

Le Québec est à la porte du marché de 70 millions d'habitants de la côte Est, s'étendant entre Boston et Washington. Dans ce marché, le Québec a habituellement bonne réputation pour la qualité de ses produits (ex. : Bombardier), même pour ses produits alimentaires (ex. : le sirop d'érable). La demande pour les fromages de spécialité dans ce marché est forte et est présentement satisfaite en grande partie par des importations européennes. La demande de fromages de spécialité est très inélastique par rapport au prix (c'est-à-dire que le prix que commande un kilo de Camembert fin ne joue pas un grand rôle dans la décision d'achat). Par conséquent, il est très possible pour le Québec de transformer des hectolitres de lait à prix relativement élevé en fromages de spécialité hautement différenciés destinés à l'exportation, assurant ainsi la croissance de l'industrie laitière québécoise sans contrarier les partenaires commerciaux internationaux du Québec.

RÉFÉRENCES

DeJong, A., and C. Haverson. 1999. Ontario farm management analysis project, 1997 report. Agric. Bus. Dev., Guelph, Ontario.

GREPA (2000). Les faits saillants laitiers québécois. 1999. Département d'économie agro-alimentaire et des sciences de la consommation, Université Laval, Québec.

Knoblauch, W.A., and L.D. Putnam. 1998. Business summary, New York State 1997. R.B. 98-06, Dept. Agr. Res. Man. Econ., Cornell University, Ithaca, NY.

Knutson, R.D., R. Romain, D.P. Anderson, and J.W. Richardson. 1997. Farm level consequences of Canadian and U.S. dairy policies. Can. J. Agr. Econ. 45:421-432.

USDA/FAS. 1999. Dairy World Markets and Trade Report.

USDA. 1999. Milk Production Annual Summary.

USDA/NASS. 1999. Milk Production, Disposition and Income Report.

Ce texte a été traduit à partir de la version originale anglaise.

